Rhodes, le 13 mai 2025.

Bonjour Madame la Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes à la Maire de Paris,
 Bonjour Mesdames et Messieurs les Maires d'arrondissements.
 Bonjour Mesdames et messieurs les responsables de groupes représentés au Conseil de Paris.

DU NECESSAIRE DIALOGUE ENTRE ELUS ET CITOYENS.

Vous entamez la dernière ligne droite de votre mandat issu du scrutin de 2020.

Nous entrons donc dans une période préélectorale pour le renouvellement de mars 2026.

Les élections municipales sont une occasion privilégiée pour organiser et mener un dialogue direct et de qualité avec les électeurs et, au-delà, avec l'ensemble des habitants.

Pour ma part, je considère que ce dialogue ne doit pas durer que l'espace d'un scrutin. Il mérite de se prolonger, et ce durant toute la mandature.

C'est pourquoi, à plusieurs reprises, sur des sujets d'intérêts généraux (notamment sur les dossiers **entretien de la voirie et lutte contre l'affichage sauvage et les graffitis**), je vous ai transmis des copies de mes échanges avec la municipalité.

Sur ces sujets, j'ai également rencontré des élus ou responsables de **tous** les groupes représentés au Conseil de Paris (à l'exception du PC qui ne m'a pas répondu).

RAPPEL

Je suis un Citoyen (de 75 ans dont 72 comme parisien) et un « *important* » contributeur du site participatif « **DansMaRue** ».

L'importance de mes contributions « DMR » se mesure au plan quantitatif (**13 518** signalements sur 6 ans) comme au plan qualitatif. Tous ces signalements sont enregistrés suivis et mis à jour quotidiennement sur 3 bases de données organisées par rues et sur un tableur. Ce fastidieux travail me permet d'alimenter **un constat objectif** et dynamique des situations rencontrées et de formuler **des préconisations** pour améliorer l'espace public et les processus de traitement des anomalies.

Ce travail et ses conclusions sont totalement « **apartisanés** » comme l'est ou en tout cas comme devrait être toute gestion municipale pour ce qu'elle touche à la vie quotidienne de **tous** les habitants. Il n'y a pas de politique de **propreté** ou de **voirie** bien entretenue qui serait de droite ou de gauche !

Je sollicite donc les partis qui présenteront des candidats et postuleront à la gestion de Paris pour qu'ils prennent en compte prioritairement les préoccupations des parisiens sur les sujets qui impactent la qualité de leurs vies quotidiennes et notamment la propreté et la qualité de la voirie, deux sujets sur lesquels je travaille depuis des années et pour lesquels j'alerte régulièrement la municipalité sortante avec des constats objectifs et des préconisations.

LA PROPRETE DE PARIS.

Le constat.

Cet item a constitué un des enjeux de la campagne de 2020. Il reste d'actualité pour 2026.

S'il est vrai que la propreté de notre ville dépend pour une part importante du comportement de ses habitants, de ses visiteurs et de ses commerçants, le devoir de la municipalité est de tout mettre en œuvre pour garantir à tous un environnement de qualité.

Paris reste envahie par des déchets divers, des salissures et des dépôts sauvages, malgré les réels progrès réalisés depuis 2020, grâce à :

1. la trajectoire budgétaire de doublement des crédits pour la fin de la mandature,
2. l'implication des personnels de la DPE, notamment de terrain,
3. Colombe Brossel et à son fort investissement d'Adjointe (2020/2023).

Mais, force est de constater pour le regretter que la dynamique positive enclenchée par Colombe Brossel ne semble pas avoir été poursuivie par Monsieur Guillou.

.Ce constat ne remet pas en cause l'importance du travail quotidien quasi herculéen (« *les écuries d'Augias* ») réalisé par les agents de la ville notamment dans le domaine des encombrants et des dépôts sauvages.

Cependant, il est un domaine où la municipalité semble impuissante et en tout cas dispose d'une « marge de progression importante » : l'affichage sauvage et les graffitis.

L'affichage sauvage et les graffitis.

Le constat est évident : nos murs, nos monuments et nos mobiliers urbains sont régulièrement vandalisés et souillés par l'affichage sauvage et les graffitis dont l'ampleur et la progression sont inacceptables.

La presse et les réseaux sociaux, démonstrations à l'appui, commentent régulièrement ce vandalisme mais aussi l'impuissance de la ville à le combattre.

En février 2025, Ariel Weil, Maire de l'arrondissement Centre, évoquait le vandalisme récurrent de la statue de la République et prenait clairement et justement position pour la tolérance zéro et une politique répressive avec dépôts de plaintes systématiques.

Le Parisien de du 17 avril dernier consacrait une double sur ce sujet sous le titre : « *Les Tags, ce combat sans fin* ».

Cet article soulignait que ce phénomène négatif occupait chaque jour 7 500 agents pour 650 m2 de tags et un coût annuel de plus 6 millions d'€.

François Louis qui Préside aux destinées de l'Association des Usagers de DansMaRue (AUDMR) observait que « *ça fait quinze ou vingt ans, que certains sont des sérials tagueurs et ne sont jamais inquiétés* ». Il ajoutait que « *pour l'AUDMR, la municipalité ne doit pas se contenter de faire du*

curatif et se doit d'être plus répressive ». Il soulignait à juste titre qu'il y avait une inertie complète des pouvoirs publics (c'est-à-dire la Municipalité, la Préfecture et le Parquet).

En plus des dommages esthétiques à notre environnement et à l'image de la ville, ce vandalisme a un coût autant budgétaire qu'écologique. De surcroît, il détériore progressivement les supports.

Sur cette question, je persiste donc et signe : si les élus gestionnaires ont réellement la volonté de résorber voire d'éradiquer ce phénomène, il faut qu'ils mettent systématiquement en œuvre le triptyque **Préventif/Curatif/Répressif**.

En mars 2023, j'avais écrit à Madame Hidalgo, avec copie à tous les élus, un memorandum « **Pour renforcer la lutte contre l'affichage sauvage et les graffitis à Paris** » qui comportait 18 préconisations déclinant ce triptyque.

A cette occasion, j'avais eu de nombreux échanges tous positifs et productifs avec des élus de la majorité comme de l'opposition.

Mais je dois souligner ma déception devant le refus de dialogue d'Antoine Guillou, Adjoint à la propreté depuis fin 2023.

En effet, au début de cette année j'avais contacté monsieur Guillou, pour connaître la suite que la municipalité entendait réserver à mes 18 préconisations.

Apparemment , **et à la différence de Colombe Brossel**, Monsieur Guillou, Adjoint à la Maire de Paris, *en charge de la propreté de l'espace public*, ne semble pas intéressé par mon travail citoyen et refuse tout réel dialogue avec moi malgré l'importance de ce travail, mes constats documentés et mes propositions concrètes.

Lors du dernier échange suite à mes vœux du nouvel an, j'avais été très surpris (euphémisme) par sa réponse (la seule) qui :

1. me suggérait de ne plus le saisir directement mais de « *faire passer* » mes propositions par le canal de l'AUDMR, comme si cette association indépendante était un service municipal,
2. m'indiquait diplomatiquement et en substance que son Cabinet avait "*d'autres chats à fouetter*" que de me répondre ou d'étudier les dysfonctionnements que je constate,
3. faisait l'impasse sur certaines préconisations,
4. répondait à d'autres **de manière incomplète et disons parfois erronée (euphémisme)**. On trouvera en P.J. ses réponses très insatisfaisantes (euphémisme).

Par ailleurs, fin mars et début avril 2025 j'avais effectué une trentaine de signalements pour des très nombreux pochoirs et affiches publicitaires sauvages au profit d'un établissement discothèque du 20^{ème} qui organise un évènement le 4 juillet 2025.

A cette occasion j'avais consigné ces signalements dans un courriel à Monsieur Guillou pour montrer un cas pratique de vandalisme massif qui devrait se poursuivre jusqu'au 4 juillet et

dont l'auteur est **clairement identifié**. Je pensais qu'à minima, la municipalité, pouvait prendre contact avec l'établissement (préconisation n°2) voire porterait plainte contre lui (préconisation n°8) après avoir recueilli un maximum de preuves.

J'attends toujours la réponse de Monsieur Guillou.

Je m'interroge sur cette attitude négative qui ne semble pas démontrer une volonté farouche de lutter contre ce vandalisme; attitude **qui engage toute la municipalité**.

S'agit-il :

1. d'un désintérêt pour la problématique évoquée et partant pour sa mission,
2. d'un fatalisme qui acte une forme d'impuissance de la municipalité pour lutter contre ce vandalisme,
3. d'une conception élitiste du rôle de l'élu qui n'a pas besoin de la plèbe pour faire le job (lol) ,
4. ou d'un malentendu ?

Dans cette dernière hypothèse, j'ai clairement indiqué à Monsieur Guillou que je restais disponible pour dissiper tout malentendu et avoir un échange positif et constructif au nom de l'intérêt général.

Pour 2026, il serait souhaitable que les différentes listes présentées aux suffrages des électeurs parisiens inscrivent cette lutte dans les orientations prioritaires de la mandature 2026/2032 et qu'elles s'engagent notamment à :

- **« Afficher »** très clairement une politique de tolérance zéro à l'égard de toutes les formes de graffitis et d'affichages sauvages quel qu'en soient les auteurs et la nature des messages diffusés.
- **Porter systématiquement plainte** contre les vandales et à réclamer, outre des dommages et intérêts, des travaux d'intérêts généraux pour le nettoyage de ces « œuvres ». A ce sujet, il faut en finir avec ce discours qui rejette la responsabilité de cette impuissance sur la Préfecture et/ou le Parquet. Le Droit français permet « de forcer le passage » d'un parquet récalcitrant abonné aux classements sans suites.
- **Regrouper** toutes les victimes de ce vandalisme (propriétaires privés, publics ou para publics) dans un **Groupement d'intérêt public pour la propreté de Paris (GI3P)** chargé de coordonner les actions préventives, curatives et répressives. Ce regroupement donnerait plus de forces, de moyens et d'efficacité dans cette lutte.

L'ENTRETIEN DE LA VOIRIE PARISIENNE.

Le second dossier important, qui devrait motiver tous les candidats de 2026, en transcendant les clivages politiques, est celui de l'entretien de la voirie, pour la sécurité des usagers, notamment des piétons âgés et/ou handicapés mais aussi, de manière non accessoire, pour des questions d'esthétisme tant certaines rues offrent un spectacle désolant pour une « ville lumière ».

Depuis 2019, j'ai écrit trois mémorandums à Madame Hidalgo (2019, 2021 et 2024) pour :

1. **réaliser un constat** documenté et objectivé par mes signalements DMR et mes trois bases de données afférentes,
2. **formuler des propositions** pour améliorer la situation.

Le constat est clair et partagé par nombre de parisiens.

Depuis cinq à six ans, on observe une sorte de « mouvement perpétuel » de travaux mal coordonnés et mal suivis.

Certains chantiers sont mal tenus et ne respectent pas toujours les obligations précisées dans les autorisations de travaux délivrées par la mairie comme celles rappelées par les protocoles de bonne tenue des chantiers (nous en sommes au 8^{ème} du nom).

D'autres sont en « standby » sur des longues périodes pour des raisons injustifiées.

Enfin, une grande majorité ne respecte pas les délais pour le rebouchage définitif des « fouilles » et la remise à l'état initial.

D'une manière générale, la Direction de la voirie (DVD) n'arrive pas à suivre ces chantiers dans toutes ses phases et notamment la dernière.

LES PRINCIPALES CAUSES DES DYSFONCTIONNEMENTS CONSTATES.

Ces causes sont multiples parmi lesquelles :

1. **L'inadéquation des moyens budgétaires** au regard des missions de la Direction de la voirie et de l'accroissement important du nombre de chantiers dans la Capitale depuis 2020.
2. **Les Fiches de poste** des « piliers de la voirie » (les chargés de secteurs) surchargées au regard du nombre de leurs missions. De ce fait, les missions de suivis et de contrôles des chantiers sont mal assurées,
3. **Le « Turn Over » important** au niveau de ces chargés de secteurs et les difficultés de recrutement. Des postes sont temporairement non pourvus ce qui oblige le Chargé du secteur voisin à prendre la charge de travail supplémentaire.
4. **Le Manque de moyens notamment juridiques** pour imposer aux opérateurs le respect des règles de voirie.

5. **La réforme de 2015 du règlement de voirie** avec le transfert aux opérateurs de la responsabilité du « rebouchage » final qui était auparavant assurée dans de bonnes conditions par la DVD.;

RAPPEL SUR LA REFORME DE 2015.

Avant le 1er janvier 2016, la voirie s'occupait du rebouchage final (asphaltage) via des prestataires de services et facturait ensuite à l'opérateur concerné le coût de cette réfection augmenté de 10% de frais de dossiers. Cela permettait aux riverains d'avoir un interlocuteur identifié et responsable et d'obtenir rapidement la remise en état. Ce dispositif mutualisait et rentabilisait les camions d'asphalte. Il fonctionnait à la satisfaction générale.

Depuis le 1er janvier 2016, cette responsabilité a été transférée aux opérateurs. Ceux-ci doivent effectuer la remis en l'état immédiatement la fin des travaux. Cette opération se déroule en deux phases : la phase 1 consiste à réaliser une chape de béton à moins 2cm. Après séchage (en moyenne 7 jours) la phase 2 vise à égaliser avec l'asphalte.

Pour des raisons financières, les opérateurs ne se dépêchent pas de faire remettre en état le chantier et semblent considérer les timides injonctions des responsables de la voirie avec une certaine désinvolture (euphémisme).

Ils préfèrent regrouper "dans le temps" l'asphaltage sur plusieurs chantiers même éloignés et sans rapport les uns avec les autres et évoquent parfois des travaux ultérieurs plus ou moins réels pour justifier ces retards (cf. ENEDIS, spécialiste du genre).

Parfois, certains opérateurs oublient purement et simplement le rebouchage des « fouilles ».

Depuis plus de sept ans je ne cesse d'alerter la municipalité et notamment les adjoints successifs en documentant mes critiques.

J'ai eu de fréquents et positifs échanges avec ces élus dont récemment avec Thomas Chevandier ainsi qu'avec François Wouts, Directeur de la Voirie et ses collaborateurs directs de La Délégation aux Territoires.

Je dois souligner la qualité de ces dialogues administration/usagers dans le respect des prérogatives de chacun et remercier mes interlocuteurs pour leur écoute et leurs actions.

En plus de mes bases de données, j'ai rédigé pour la DVD notamment, près de 200 fiches « historiques » pour débriefer des anomalies récalcitrantes voire systémiques et obtenir leurs résolutions et une amélioration des process comme des messages DMR.

Il reste le « Nœud Gordien » de la réforme de 2015 à l'origine de nombreux dysfonctionnements de la voirie en terme de rebouchage.

Seuls « **les politiques** », avec lucidité et courage, peuvent le trancher et ainsi résoudre une grande partie du problème et annulant cette mauvaise réforme.

C'est pourquoi, en mai 2024, j'avais contacté et rencontré l'ensemble des groupes politiques (à l'exception du PC qui ne m'a jamais répondu) représentés au Conseil pour leur suggérer quatre décisions :

- **Décider un audit global de la DVD** pour lui donner les moyens (humains, financiers, organisationnels, informatiques juridiques, etc.) de remplir correctement ses missions.
- **Procéder à une évaluation** de la réforme de 2015.

Cette réforme, décidée dans l'urgence par l'Adjoint aux finances de l'époque, sans concertation, contre l'avis de l'adjoint en charge de la voirie et sans préparation de cette Direction, n'a jamais été évaluée 10 ans après.

J'ajoute que depuis 2018, au cours de mes nombreux échanges avec des élus et des administratifs, je n'ai rencontré aucun défenseur de ladite réforme.

- **Réaliser une étude** pour examiner la faisabilité d'un retour à la situation ante 2016 avec le cas échéant, des améliorations pour tenir compte de certains arguments avancés.
- **Créer une Mission d'information et d'évaluation** sur la voirie comme celle de décembre 2017 sur la propreté, présidée par Florence Berthout.

Les deux premières furent reprises sous forme de vœu par un groupe d'opposition à la séance de juillet 2024.

Pour des raisons qui me sont inconnues et surtout incompréhensibles, elles ont été rejetées par la majorité.

A la fin de l'année 2024 et au début de l'année 2025, j'ai rencontré Rémi Féraud et Emmanuel Grégoire pour exposer ce dossier et défendre la nécessité de revenir à la situation ante 2016 avec d'éventuels amendement pour tenir compte du problème soulevé par l'avance de trésorerie « *de facto* » en vigueur à l'époque.

Les deux élus socialistes que je remercie ont écouté attentivement la présentation de mon dossier et engagé avec moi un dialogue franc et constructif.

Sans prendre d'engagement pour l'avenir, ce qui est normal, ils m'ont promis d'étudier la question.

Ils m'ont tous les deux précisé que si une réforme pouvait intervenir elle devrait attendre la prochaine mandature après avoir été le cas échéant discutée durant la campagne électorale.

C'est dans cette optique, que je suggère aux différentes listes qui se présenteront en 2026 de reprendre, après les avoir étudié les trois premières propositions :

1. **Décider un audit global de la DVD** pour lui donner les moyens (humains, financiers, organisationnels, informatiques juridiques, etc.) de remplir correctement ses missions.
2. **Procéder à une évaluation** de la réforme de 2015.
3. **Réaliser une étude** pour examiner la faisabilité d'un retour à la situation ante 2016 avec le cas échéant, des améliorations pour tenir compte de certains arguments avancées.

En vous remerciant de votre attention et de l'intérêt que vous porterez à ce travail et à ces suggestions.

En sollicitant votre indulgence pour la longueur de ce texte qui porte sur deux sujets importants pour Paris et les parisiens.

Et en me tenant disponible pour tout échange sur ces sujets d'intérêt général.

Cordialement.

Jean-François DAULL

06 62 60 17 00

ANNEXE.

Mes statistiques et mes trois bases de données.

STATISTIQUES GENERALES - SIGNALEMENTS ANOMALIES PAR CATEGORIES TOUS ARRONDISSEMENTS CONFONDUS - depuis octobre 2018. jfdauill@gmail.com				
	Catégories	Q	%	
1	Trous/revêtements	1302	9,63%	2 063 15%
2	Potelets	495	3,66%	
3	Panneaux routiers	266	1,97%	
4	Affichages Graffitis Murs Plaques rues	6535	48,34%	7 976 59%
41	BAL Poste	439	3,25%	
42	EDF/Fibres, boitiers divers	598	4,42%	
43	Rideaux métalliques	404	2,99%	
5	Dépôts sauvages/salissures	2611	19,31%	
6	Terrasses	441	3,26%	
7	Divers	427	3,16%	
Mai 2025	TOTAL	13 518	100%	

A	B	C	D	E	F	G	H	I
Réf. Voirie	Rue	ADRESSE	DATE SIGNALLEMENT	PROBLEME	1-Trous 2-Paniers barrières 3-Fanions routes 4-Affichages graffitis 41 DAI Poste 42 Armoire EDF, GDF ... 43 Rédo aux métalliques 5- Dépôts sautoyage 6 Terrasses 7 divers	fait ou annoncé fait	Relance 1	Relance
G2024D38307	Alibert	13	sam. 13/04/2024 14:11	graffitis	4	FAIT		
G2024L102076	Alibert	13	ven. 20/12/2024 16:14	Dépôt	5	FAIT sam. 21/12/2024 13:38		
G2024A35704	Alibert	15	dim. 14/01/2024 18:47	Trou	1	mar. 16/01/2024 09:26 Le trottoir n'a pas encore été refait suite à une intervention sur un réseau souterrain. Nous avons relancé le responsable des travaux pour que les réfections soient réalisées dans un délai légal de 30 jours ouvrés. Nous espérons que ce délai sera respecté par le responsable des travaux. Si vous constatez un dépassement important de ce délai, vous pourrez réitérer votre signalement.	G2024A59417 mar. 23/01/2024 14:04	ven. 09/02/2024 10:55 L'inté été programmée pour résoudre brefs délais.
G2024C26961	Alibert	15	sam. 09/03/2024 17:41	Graffitis rideaux	43	DOUBLON dim. 07/07/2024 15:28		
G2024C89474	Alibert	15	lun. 25/03/2024 13:28	Affichette	4	FAIT ven. 26/04/2024 15:30		
G2024I7085	Alibert	15	mar. 03/09/2024 13:36	Graffitis rideaux	43	FAIT lun. 28/10/2024 11:04		
G2024E8971	Alibert	16	ven. 03/05/2024 16:36	Graffitis	4	FAIT mar. 16/07/2024 09:23		
G2024F76706	Alibert	16	lun. 24/06/2024 14:15	Graffitis	4	FAIT mer. 07/08/2024 11:22		
G2024J29623	Alibert	20	ven. 11/10/2024 15:22	Graffitis	4			
G2024I37523	Alibert	20	dim. 15/09/2024 19:35	Dépôt	5	FAIT lun. 16/09/2024 08:02		
G2024K17453	Alibert	20	lun. 04/11/2024 14:23	affiche gospel	4			
G2024K17460	Alibert	20	lun. 04/11/2024 14:24	Stikers lampadaire	4			

Nouveau | Trier | Afficher | Détails

- 1 rue Alibert
- 2 rue Alibert
- 4 rue Alibert
- 5 rue Alibert
- 6 rue Alibert
- 7 rue Alibert
- 8 rue Alibert
- 9 rue Alibert
- 10 rue Alibert
- 11 rue Alibert
- 12 rue Alibert
- 13 rue Alibert
- 14 rue Alibert
- 15 rue Alibert**
- 16 rue Alibert
- 18 rue Alibert

2019 11 30 Affiches au 15 rue Alibert

2019 12 18 Affiches au 15 rue Alibert

2020 01 04 Affiches au 15 rue Alibert

2020 01 11 Affiches au 15 rue Alibert

2020 01 18 Affiches au 15 rue Alibert

2020 02 02 Affiches au 15 rue alibert

2020 02 04 Affiches au 15 rue Alibert

2020 02 15 Affiches au 15 rue Alibert

2020 02 23 Affiches au 15 rue alibert

2020 03 07 Autre affiche au 15 rue Alibert

2020 05 25 affiches 15 rue Alibert

2020 05 27 dépôt au 15 rue Alibert

2020 06 01 Graffitis 15 rue Alibert

2021 04 04 Graffitis au 15 rue Alibert G2021D7656

2021 11 02 Résidu terrasse au 15 rue alibert G2021K3099

2021 11 06 Dépôt 15 rue Alibert G2021K13160

2021 12 08 Graffitis rideaux 15 rue alibert G2021L15674

2022 01 01 Affiche 15 rue alibert G2022A906

2022 03 14 Affiches 15 rue alibert G2022C31822

2022 04 13 Affiche 15 rue Alibert G2022D29669

2022 05 06 Graffitis rideaux 15 rue Alibert G2022E14718

2022 06 06 Affiches 15 rue Alibert G2022F14892

2022 06 11 Affiches 15 rue Alibert G2022F29439

2022 09 01 Revêtement 15 rue Alibert G2022I2027 - ...

2022 09 01 Revêtement 15 rue Alibert G2022I2027

2022 11 01 Terrasse 15 rue Alibert G2022K1052

2022 11 08 Relance Terrasse 15 rue Alibert G2022K18367

Déplacez vos dossiers Favoris id

- Alexandrie
- Alibert
 - 01 rue Alibert
 - 02 rue Alibert
 - 03 rue Alibert
 - 04 rue Alibert
 - 05 rue Alibert
 - 06 rue Alibert
 - 07 rue Alibert
 - 08 rue Alibert
 - 09 rue Alibert
 - 10 rue Alibert
 - 11 rue Alibert
 - 12 rue Alibert
 - 13 rue Alibert
 - 14 rue Alibert
 - 15 rue Alibert
 - 16 rue Alibert
 - 18 rue Alibert
 - 20 rue Alibert
- Courrier

Rechercher Alibert (Ctrl+E)

Réorganiser par: Date | Par ordre chronologique décroissant

Dansmarue : Suivi de l'anomalie G2024C89474

Ville de Paris <noreply-dansmarue@paris.fr>

Envoyé: ven. 26/04/2024 15:30

À: jfdaull@gmail.com

Message | Photoinitiale1.jpeg (84 Ko)

Photoaprestraitement.jpeg (132 Ko)

Bonjour,

L'anomalie G2024C89474 concernant la présence d'affiches, d'autocollants ou de graffitis sur un mobilier urbain au 15 Rue Alibert, 75010 PARIS a été prise en charge.

Une équipe est intervenue afin de résoudre l'anomalie.

Les équipes de la Ville de Paris en charge de l'application DansMaRue vous remercient de votre participation à l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain.

Cliquez sur une photo pour afficher les mises à jour du réseau...

mai 2025

lu ma me je ve sa di

28 29 30 1 2 3 4

5 6 7 8 9 10 11

12 13 14 15 16 17 18

19 20 21 22 23 24 25

26 27 28 29 30 31 1

2 3 4 5 6 7 8

Aucun rendez-vous à venir.

Réorganiser par: Indicateur: éc...

Entrez une nouvelle tâche

Aucun élément à afficher dans cet affichage.